

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Guerre des devises et Doha

La plupart des problèmes politiques intérieurs des membres ont peu de conséquences directes pour l'OMC, mais quand il se trouve que ces pays sont les États-Unis ou la Chine, ce n'est pas tout à fait la même histoire. De nos jours, tout tourne autour de la « guerre des devises » qui risque d'éclater entre les États-Unis et la Chine et qui pourrait avoir des répercussions profondes (et peu favorables) sur le cycle actuel des négociations commerciales. Le débat sur les devises sera, sans aucun doute, l'un des sujets au centre des préoccupations à Séoul (de même que la réglementation des opérations bancaires), particulièrement après que quelques pays clés, parmi lesquels le Brésil et l'UE, se furent lancés dans la mêlée.

Comme l'a si bien dit l'ancien ambassadeur de l'Inde auprès de l'OMC, M. Ujal Singh Bathia, il est manifeste que dans l'intérêt de Doha, le différend entre les États-Unis et la Chine doit être résolu politiquement afin que le Cycle puisse aller de l'avant, et le Sommet du G-20 à Séoul est le meilleur endroit pour le faire. Cependant, comme l'ont fait remarquer par ailleurs les observateurs, ceci risque également de reléguer le commerce et le Cycle de Doha à une place bien moins importante que l'avaient prévu au départ les Coréens. En effet, il est fort peu probable que la Chine convienne d'en faire davantage lors des négociations sectorielles si elle se trouve désavantagée par l'issue de la guerre des devises. Le président de la France, M. Nicolas Sarkozy, a déjà annoncé qu'il s'efforcera de faire adopter un nouvel accord mondial sur l'échange des devises lorsqu'il prendra la présidence du G-20 en 2011, or, ceci donne à penser que la question risque d'être reportée à l'année prochaine, ce qui compliquera davantage les chances de parvenir à un accord pour le Cycle de Doha en 2011.

Le négociateur en agriculture des États-Unis met en garde contre la lenteur des progrès de Doha

Le négociateur principal en agriculture des États-Unis, M. Islam Siddiqui, a déclaré à son auditoire lors d'une réunion de l'association européenne des agriculteurs à Bruxelles, le 5 octobre, qu'il n'y a pas de « raccourci » pour que Doha réussisse, et que le défi qui attend les membres au cours des prochains mois consistera à « réussir à passer du processus au fond ».

M. Siddiqui a soutenu qu'il continue d'y avoir de profondes différences entre les pays, et particulièrement entre les États-Unis et la Chine au sujet du MSS et cela, ainsi que les autres questions en suspens figurant dans le texte sur l'agriculture, n'a pas avancé, malgré les consultations en petits groupes de M. Walker.

Le représentant des États-Unis croit que les membres ne devraient pas se fixer de délai pour conclure les pourparlers, mais a prévenu que si l'on ne parvient pas à un accord d'ici 2012, « le prochain Farm Bill américain aura, comme repères, nos engagements actuels du Cycle d'Uruguay ».

Le texte sur le projet de modalités de décembre 2008 demande aux États-Unis de réduire leur soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) de 70 % (de 48,2 milliards de dollars à 14,46 milliards de dollars). La dernière notification des États-Unis a montré que les dépenses des États-Unis au titre des SGEDE s'établissaient à 11,34 milliards de dollars en 2006 et à 8,52 milliards de dollars en 2007.

Réunions en petits groupes

Les réunions en petits groupes qui se sont déroulées la semaine dernière ont débouché sur un affrontement entre deux blocs : les pays développés d'une part (principalement les États-Unis, le Japon pour l'AMNA et les États-Unis de nouveau avec les membres du G-10 et le Canada pour l'agriculture) et les économies émergentes de l'autre (principalement le Brésil, l'Inde et la Chine).

Les deux côtés se heurtent de plein fouet au sujet de différentes questions pour lesquelles ils ont des intérêts diamétralement opposés. Les pays développés – dont les États-Unis ont pris la tête – ont exercé des pressions sur les économies émergentes à propos de la question des négociations sectorielles, et particulièrement les produits chimiques et électroniques, secteurs dans lesquels les États-Unis et le Japon voient d'éventuels gains en matière d'accès aux marchés.

La suggestion, déposée récemment par le Japon, d'appliquer des niveaux de réduction tarifaire différents aux différentes lignes tarifaires a été débattue, les ambassadeurs des pays en développement émergents opposant comme d'habitude une résistance opiniâtre en faisant valoir que ceci créerait simplement un déséquilibre entre ce qui est proposé en agriculture par opposition à l'AMNA.

Lors de la réunion en petits groupes sur l'agriculture, ce fut le tour du Brésil, de la Chine et de l'Inde de rouler des mécaniques et d'attaquer la demande des pays développés pour des flexibilités dans divers secteurs des négociations sur l'agriculture, notamment : les États-Unis au sujet du soutien interne intérieur et particulièrement la latitude pour la catégorie bleue, dans laquelle les limites des États-Unis pour le soutien par produit sont de 10 % ou 20 % supérieures aux estimations des maxima en vertu du Farm Bill de 2002. Mais les membres du G-10 ont également été pris dans le collimateur à propos de la question du plafonnement, au sujet duquel le texte sur le projet de modalités de 2008 stipule que pour l'Islande, le Japon, la Norvège et la Suisse, on fixe une limite de 1 % à 2 % des tarifs pour les lignes tarifaires des produits non sensibles qui pourraient dépasser 100 %. À présent, des sources déclarent que les pays en développement émergents demandent que deux plafonds fixes soient imposés pour les pays développés (100 %) et les pays en développement (150 %).

Le Canada et le Japon étaient également sous les feux de la rampe en raison de leur demande de lignes tarifaires supplémentaires dans la disposition relative aux produits sensibles, tout comme l'UE pour la création de nouveaux CT. Les pays en développement ont principalement réitéré la position du G-20, qui est fermement opposé à la création de nouveaux CT, bien que le groupe ait précédemment indiqué qu'il est en mesure d'envisager que de nouveaux CT soient établis jusqu'à un maximum de 1 % des lignes tarifaires dans les limites numériques acceptées pour les produits sensibles, et qu'une liste des produits pour lesquels les nouveaux CT seront éventuellement créés soit présentée avant qu'une nouvelle décision puisse être prise sur cette question particulière.

La position ferme adoptée par les pays émergents doit être placée dans le contexte de l'environnement politique actuel, dans lequel le Brésil, l'Inde et la Chine ont l'impression d'être acculés par les États-Unis (ainsi que par d'autres membres développés, pour tout dire) afin qu'ils baissent leurs flexibilités pendant que les pays développés continuent de demander leurs propres flexibilités supplémentaires en agriculture.

Ceci a dégénéré en un type de négociation « œil pour œil », a déclaré un délégué, mais en réalité, les pourparlers en petits groupes sur l'AMNA et l'agriculture étaient redondants : « il n'y a rien de neuf que nous n'ayons déjà entendu auparavant, et aucune solution particulière n'a été proposée », a ajouté le fonctionnaire.

Prochains événements

- Conseil général, 12-13 octobre, 14-15 décembre 2010
- Élections de mi-mandat des États-Unis, 2 novembre 2010
- Sommet du G-20, 11-13 novembre 2010, Séoul
- Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 13-14 novembre 2010, Yokohama
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 18 novembre 2010, mars, juin, septembre et novembre 2011
- Semaine de l'AMNA, 22 novembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris
- Consultations sur l'agriculture, semaine du 6 décembre 2010
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 18 mars 2011 (à confirmer)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada